

AIDE ALIMENTAIRE

Le mot de la faim

Six pays de l'Union Européenne s'opposent à la reconduction d'un soutien qui était distribué via le budget de la PAC. La chute d'un compromis historique qui date du Traité de Rome.

MAIS que vient faire l'agriculture dans cette histoire d'aide alimentaire ? En fait, sa relation avec le programme européen d'aide aux démunis (PEAD) est liée au financement de ce dernier via la PAC. Avec, précisons-le, un dispositif qui évolua d'un soutien en nature vers un soutien en espèces, les stocks d'excédents alimentaires ayant considérablement diminués depuis que le Traité de Rome inaugura une politique agricole conçue pour assurer, entre autre, l'autosuffisance alimentaire. Le PEAD, un prélèvement annuel qui était jusqu'à présent équivalent à 500 millions d'euros et dont 6 pays européens (voir ci-dessous) ne veulent plus entendre parler. Ces États estiment en effet, à tort ou à raison, que cette subvention doit être prise en charge par les budgets nationaux. Une affaire qui démontre d'une part la relation vitale qui unit le citoyen et le paysan, puisque c'est tout naturellement sur le budget

agricole que l'on prélève la diète enveloppe.

Soudaine avarice

Mais qui s'avère être également une arme à double tranchant puisque cette information demeurait jusqu'ici inconnue du plus grand nombre. Alors qu'à présent, amalgames et raccourcis obligent, il sera aisé de mettre sur le dos de nos paysans les conséquences de cette soudaine avarice. Et ce, même si Bruno Lemaire est monté au créneau auprès du parlement européen pour, utilisons un terme à la mode, s'indigner d'une telle coupe sombre dans l'escarcelle caritative. Une annonce communautaire d'autant plus surprenante qu'elle intervient au moment où les statistiques estiment que 85 millions d'Européens vivent au-dessous du seuil de pauvreté et que 120 millions supplémentaires pourraient les rejoindre dans les années à venir. Alors, que faut-il voir dans ce revirement de situation qui ne concernait pourtant que 1 % du budget de la PAC ?



Ou bourde politique

S'agit-il d'une rigueur budgétaire défendue par une minorité de blocage ? Si c'est le cas, la pirouette manque certainement d'élégance et relève peut-être même de la bourde politique à l'heure où la tempête de la crise fait valser sur le toit européen plus de milliards qu'il ne pourra jamais en supporter.

Nous n'en sommes pourtant pas à quelques-uns près, quand on sait que certaines pourraient contribuer au désamorçage temporaire d'une paupérisation prompte à encourager tous les populismes.

Ou bien s'agit-il tout simplement d'une volonté visant à réformer le système d'aide aux plus démunis via le chacun pour soi d'un éventuel sentimentalisme politique. Enfin,

pourquoi ne pas extrapoler sur ce que sont devenues les priorités d'une société où l'alimentation et, d'une certaine façon, ceux qui la produisent, ne sont plus au cœur des préoccupations politiques. Là où la question financière monopolise le débat avec une planche à billets qui suscitera bientôt moins d'intérêt qu'un frigidaire bien rempli.